

ARRÊTONS LE MASSACRE !

Mobilisons-Nous le 6 MARS !

Licenciements en rafale : patronat et directions ne s'embarrassent même plus de prétextes ! La loi les y autorise. Parfois il suffit d'un regard, de défendre trop ses droits, d'avoir un salaire correct... et c'est le préavis.

La crise sanitaire et le covid sont utilisés par le patronat et l'État pour s'attaquer aux quelques droits gagnés par les Travailleurs dans des luttes dures. Des patrons profitent de la crise sanitaire pour baisser les salaires sous la menace de perte d'emploi.

La misère augmente pour les plus pauvres, les travailleurs précaires, les chômeurs et leur famille, les personnes âgées. Mais les plus riches s'engraissent encore sur la crise.

La dégradation des conditions de travail dans les services publics continue. Des suppressions de postes sont prévues dans l'éducation nationale. En même temps beaucoup de nos lauréats aux concours sont affectés en métropole vidant notre territoire de ses forces vives.

Par ailleurs, après nous avoir bâillonnés, faute d'avoir pris les mesures sanitaires nécessaires à la protection de la population, le gouvernement impose le masque aux enfants dès 6 ans, au détriment de leur santé, alors même que les écoles restent ouvertes sans eau, sans savon ni gel hydroalcoolique.

Aux Impôts et à la Poste, les conditions de réception de la population sont inacceptables et peuvent mettre en danger les agents face à leur colère et leur exaspération. Dans la Santé, nous demandons l'arrêt des suppressions de postes. Ainsi le manque de matériel et de personnel met en grand danger salariés et patients.

La mobilisation du 6 Mars doit être l'occasion pour exiger des embauches pour faire face à la charge de travail ; l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux à chaque augmentation du coût de la vie, L'amélioration des conditions d'hygiène et de travail,

Une population empoisonnée par le chlordécone. Il y en a dans l'eau du robinet et quand les filtres ne sont pas changés faute de financement, on nous sert carrément du poison. Les ouvriers agricoles qui ont semé sur ordre ces produits toxiques ont été en première ligne. Nombre d'entre eux sont atteints de cancers. Il y a 7 fois plus de cancers de la prostate en Guadeloupe qu'en France.

Lors de l'audience du 21 Janvier dans le cadre de la plainte pour empoisonnement déposée en 2006, la justice aux ordres des grands planteurs n'a eu qu'un mot : prescription ! Alors que les terres sont empoisonnées pour plusieurs siècles et par contrecoup la mer.



La mobilisation devant le tribunal, essentiellement des ouvriers agricoles de la banane, était une première réponse indispensable. C'est aux responsables de la pollution, grands planteurs et État complice, de financer la dépollution des sols et d'indemniser les victimes.

Eau empoisonnée, eau coupée. Les coupures d'eau continuent. Il faut imposer la réhabilitation intégrale du réseau et que les fonds nécessaires soient dégagés. La dissolution du SIAEAG ne suffira pas. Les employés du SIAEAG doivent être embauchés en conservant leur emploi, salaire et ancienneté.

Violences policières criminelles. Les forces de police et gendarmerie, se sentant sans doute épaulées par l'attitude répressive de l'État, laissent libre cours à une violence dirigée contre des citoyens parce qu'ils sont noirs : mort de Claude Jean-Pierre en Guadeloupe, tabassage de Michel Zecler et bien d'autres victimes noires en France. **Les mobilisations de protestation ne doivent pas cesser.**

Racisme colonial. Certains Blancs se permettent d'afficher ouvertement leur racisme. Ils estiment s'être établis en pays conquis, perpétuant une mentalité coloniale d'un autre âge : protestations contre une voiture à pain, menace de destruction d'un temple Hindou entre autres. Violences et injures racistes au restaurant de l'Hôtel Fleur d'Épée par un groupe de touristes blancs. Les vives réactions de la Population sont la voie à suivre.

Tous ces faits sont liés. Tous ces coups qui s'abattent sur nous en accéléré concourent d'une même volonté : **mettre la population au pas. Nous faire accepter par la force l'intolérable. Nous faire supporter tout le poids de la crise qui s'emballe.**

Le bras de fer qui se joue maintenant est crucial.

Notre force, c'est notre nombre et notre détermination.

Nous ne nous laisserons pas écraser.

La mobilisation du SAMEDI 6 Mars est un coup d'envoi. Elle doit être dynamique et massive.

TOUS DANS LA RUE LE 6 MARS !

RASSEMBLEMENT à 8 h 30

devant la Mutualité à Pointe-à-Pitre

Le 24 Février 2021

CFTC -CGTG -FAEN-SNCL -FO -FSU -SOLIDAIRES GUADELOUPE-SPEG-SUD PTT GWA-SUNICAG-UGTG-UNSA